

3 mars 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République au Forum économique Franco-Angolais.

Merci beaucoup Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités.

D'abord, je voulais saluer les organisateurs du Forum, donc l'AAPA, APROFAGRO, le club d'affaires franco-angolais (CEFA), la Coalition ALFA, MEDEF International et tous les chefs d'entreprise qui y ont participé. Je salue aussi la forte présence d'une industrie du secteur agroalimentaire en plein Salon de l'agriculture en France, qui est une marque vraiment d'engagement et de confiance au moment où nous nous trouvons.

Au fond, on est à la croisée de deux enjeux. Il y a un enjeu angolais, vous l'avez très bien dit, Monsieur le ministre, c'est celui de la diversification de l'économie. Et je pense que c'est bon pour le pays de sortir de deux secteurs qui représentent la quasi-totalité des exportations, on en parlait encore avec le Ministre, pétrole et diamant, pour aller vers une économie plus diversifiée qui permet aussi une gouvernance et un climat des affaires qui est plus conforme à l'ouverture internationale et au service du peuple angolais.

A cet égard, ce que vous êtes en train de faire sur la formation et l'éducation est absolument clé, et nous voulons être des partenaires. La présence des ministres à ce titre, est importante. Ce que vous voulez faire dans le numérique et la formation numérique est clé. L'École 42 financée par la partie angolaise permettant le transfert de technologies, si je puis dire, et pédagogique français, qui sera inaugurée par le président LOURENÇO est là aussi, un très bon témoignage.

Ce que vous souhaitez faire, vous l'avez parfaitement décrit, sur les secteurs infrastructures, énergie ou autre est absolument décisif des infrastructures d'une économie plus diversifiée. Et dans ce contexte-là, la production agricole fait partie de ce qui permet d'abord de sortir une partie de l'économie de l'informel pour aller vers le formel, de donner plus de résilience à l'économie angolaise et de lui donner des perspectives d'export absolument massives. C'est ce que vos travaux ont, là aussi, confirmé.

Puis, il y a un deuxième enjeu, beaucoup plus international, c'est celui de la souveraineté alimentaire. La guerre lancée par la Russie en Ukraine a montré la déstabilisation de nos chaînes de valeur et l'impact de tout cela, et la dépendance de pays qui ont pourtant des capacités de production à l'égard soit des céréales, soit des fertilisants, venant de l'autre bout du monde.

C'est pourquoi nous avons, dès mars 2022, lancé cette initiative FARM que vous avez rappelée tout à l'heure, qui consistait à dire : les Européens et d'autres doivent produire plus pour aider ceux qui en ont besoin. On doit régler la question de la circulation des céréales et de l'ensemble des engrais et des intrants pour permettre de continuer à produire dans les pays qui en ont besoin, en particulier en Afrique. Et surtout, on doit aider les pays africains à produire bien davantage. Et c'est ça, je dirais, le pilier le plus utile, comme au moment de la crise Covid, la réponse la plus durable a été de dire : il faut permettre au continent africain de produire des vaccins sur le sol africain et pas simplement de les livrer et ce que vous avez dit sur une industrie pharmaceutique va aussi dans ce sens.

La diversification de votre économie avec la nécessité de souveraineté alimentaire qui a été encore plus révélée par ce que nous sommes en train de vivre, rend absolument clés vos travaux et surtout ce que nous devons faire dans la foulée. En effet, la France veut vraiment être, avec l'ensemble de ces entreprises, un partenaire de l'engagement angolais vers la production agricole et l'ensemble de ce qui permettra de vivre mieux et d'exporter davantage. Vous avez défini des priorités : manioc, maïs, soja, coton, café, céréales, élevage ovin et bovin, pisciculture. Alors, qu'est-ce qu'on peut faire par rapport à ça ?

D'abord, intensifier les efforts que nous allons faire en matière de formation et de formation professionnelle, et donc là, nous allons travailler. On est déjà les premiers partenaires en la matière, et donc on va consolider et aller encore plus loin. Ensuite, on a des premières déclinaisons concrètes de ce partenariat. Le prêt AFD de 150 millions d'euros pour le programme de résilience climatique et sécurité hydrique, qui est clé. C'est une condition de possibilité de développer ces activités. La revitalisation de la filière café dont vous avez parlé en Angola avec là aussi par délégation de l'Union européenne, l'engagement de l'Agence française de développement pour aller plus loin.

Ensuite, il y a les projets concrets suite à vos échanges qui vont se déployer. Dans le coton avec In Vivo, dans le maïs avec Limagrain, la génétique animale avec Coopex, Geocoton, Intercéréales, Sowit et Météo France international sur la R&D. Et donc, je souhaite qu'on puisse compléter ces partenariats sur les autres segments qu'on a définis, que vous avez identifiés et surtout qu'on puisse maintenant avoir des résultats concrets.

Ensuite, il y a tout ce qui est sur l'aval, la distribution de la logistique et à cet égard, ce qui est fait avec le MIN de Rungis est déterminant et là aussi, ce sont des transferts de technologie et des accès que nous souhaitons renforcer. Et puis il y a ce qui, dans l'eau, l'énergie et les infrastructures clés, va nous permettre d'avancer. Il y a un protocole d'entente d'assistance technique dans le secteur de l'eau avec Suez. Il y a les éléments de modernisation en météorologie entre INAMET et Météo France international et puis ce qu'on va faire en termes satellitaires pour une meilleure observation de la terre, avec là aussi une lettre d'intention qui est signée à l'occasion de ce déplacement avec Airbus Defence and Space mais ce qui permettra d'accroître les capacités et en fait ce qui permet de poursuivre cet effort.

Maintenant, vous avez dit tout à l'heure : il faut aller plus loin et compléter. Vous avez raison. Comment soutenir cet effort et lui donner les infrastructures de financement ?

D'abord, on a commencé un peu le même travail avec le Cameroun en juillet dernier où on a, si je puis dire, lancé pour la première fois cette deuxième étape du projet FARM. Et donc, pour moi, ce qu'on va faire — et ce qui est très important dans ce contexte et cette stratégie — c'est l'accord de partenariat pour le développement agricole entre professionnels des secteurs privés français et angolais. Cet accord va donner une structure de financement, de garantie, d'accompagnement de ces projets, parfois sur des petits projets, mais qui sont déterminants, qui permettent de sortir de l'informel et qui permettent de consolider des filières communes sur le modèle de ce qu'on a fait donc en juillet 2022 au Cameroun. C'est une première dans la relation franco-angolaise. C'est un instrument nouveau, mais il va permettre, au-delà des groupes déjà installés, des structures qui sont plus matures, de multiplier des projets de partenariats entre secteurs privés angolais et français.

Puis la deuxième chose, c'est que nous allons mettre en place un nouvel outil de financement dans le cadre de ce qu'on appelle Choose Africa 2, qui ciblera plus particulièrement les besoins de financement des TPE, PME et notamment celles du secteur agricole et agroalimentaire. Et donc là, l'AFD avec Business France, avec la Banque publique d'investissement vont accompagner ensemble ces structures pour permettre justement de développer des capacités de production locale. C'est un outil qui permettra d'investir des petits tickets pour faire décoller des projets dans les territoires les plus ruraux et dans les filières qui sont les moins matures. Je pense que c'est vraiment ça le besoin identifié qui ressort de vos travaux et de l'analyse que nous avons faite. C'est au-delà des partenariats entre des groupes déjà installés de permettre le décollage de ces capacités de production et de ces partenariats avec des petits tickets.

Voilà les quelques mots que je voulais dire, qui sont à la fois le fruit de vos travaux, mais aussi des initiatives que nous avons prises il y a maintenant près d'un an en matière de souveraineté alimentaire et de ce que nous souhaitons développer sur le continent africain dans le cadre de la deuxième étape de Choose Africa.

À la fin de l'été, il y aura un rendez-vous d'ailleurs important à cet égard avec l'ensemble des entrepreneurs investisseurs sur le continent africain, ce qui pourra être l'occasion d'une étape et d'un point de rendez-vous sur ce partenariat franco-angolais. Mais je voulais d'ores et déjà vous remercier pour ces travaux et vous l'avez dit : l'intérêt même exprimé par les secteurs privés de part et d'autre témoigne de ce sentiment partagé qu'il faut bâtir cette diversification ensemble et répondre aux défis du moment.

Si ce Forum est différent de celui qui s'était tenu il y a 7 ans, dans son esprit, c'est aussi le signe que les esprits et les réalités ont changé et que nous devons contribuer fortement à celles-ci. Ça correspond à l'idée que je me fais de ce partenariat économique entre le continent africain et la France et entre l'Angola et la France, c'est à dire répondre aux défis de l'Angola avec les acteurs qui sont les nôtres, les solutions qui sont les nôtres, plutôt que de venir plaquer des solutions toutes faites et le faire en défendant nos intérêts de part et d'autre, de manière respectueuse et déterminée.

Donc, je compte sur vous, au-delà des discours d'aujourd'hui, pour qu'on ait surtout des résultats, des concrétisations, des usines qui se montent, des fermes qui se bâtissent, de la recherche qui avance et des résultats concrets pour les entreprises, l'économie et le peuple angolais et pour que nous ayons de la création de valeur collective. Et je souhaite qu'au moment de Choose Africa 2, on puisse faire un premier point d'étape de ce qui aura avancé suite à ces discussions. Merci à toutes et tous pour ce travail.